

Les incohérences de la gauche sur la régularisation des sans-papiers

■ La gauche s'accorde sur la régularisation. Dans les mots mais pas dans les actes.

Analyse Sarah Freres

Il y a quelques mois, une réunion s'est tenue au Ciré (Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) entre des collectifs de sans-papiers, des syndicats et certains partis politiques (PS, CDH, Écolo, PTB, SP.A et Groen) pour parler de régularisation. Les partis de l'ex-majorité gouvernementale avaient décliné l'invitation. Les porte-parole des collectifs espéraient créer un front commun pour mettre à l'agenda une nouvelle campagne de régularisation, voire l'inscription de critères clairs et permanents de régularisation pour les personnes en séjour illégal dans la loi de 1980 sur les étrangers.

Arguments humanitaires et économiques

Lors de cette réunion, où régnait un consensus, il avait été demandé aux sans-papiers de dégager des solutions. *"Au niveau local, il faut bouger au niveau du logement, de l'aide médicale urgente et de l'alimentation"*, explique Serge Bagamboula, du Comité des travailleurs avec et sans papiers de la CSC. *"Sous le coup de l'émotion, beaucoup de communes se sont déclarées hospitalières ces derniers temps. Mais l'émotion n'est pas la solution. Et beaucoup de choses dépendent du fédéral. Aujourd'hui, nous avons besoin d'actes tangibles pour redonner de la dignité, des droits aux gens et lutter contre la fraude fiscale. Car qui dit sans-papiers, dit travail en noir et fraude fiscale. Laisser les sans-papiers comme ça, c'est tirer les conditions des autres travailleurs vers le bas. Laisser les gens sans droits, c'est inhumain. Être sans-papiers pendant des années, c'est comme être enterré vivant."*

Plus les élections approchent, plus les sans-papiers et les associations qui les défendent tapent sur le clou de la régularisation. Objectif ultime : faire en sorte qu'elle figure dans l'accord du prochain gouvernement. *"On a bien compris que ce n'était pas possible sous cette législature. On se tourne donc vers la suivante"*, ajoute Serge Bagamboula.

Le mois dernier, lors d'une conférence-débat à l'université Saint-Louis-Bruxelles, les trois partis de gauche francophone (PS-Écolo-PTB) semblaient toujours sur la même longueur d'onde : il faut régulariser (toujours sur base de critères) les sans-papiers.

Pas dans les programmes

Or ces promesses ne se reflètent pas dans les programmes électoraux, excepté celui d'Écolo. Les verts sont favorables à un processus de régularisation mais uniquement des travailleurs sans papiers *"sur base de critères objectifs"*. La régularisation ne figure en revanche pas dans les programmes électoraux du PS et du PTB, ou du CDH. On notera que Défi prône l'inscription de critères de régularisation individuelle dans la loi de 1980 sur les étrangers et mis en œuvre par une commission indépendante. *"Lors de ce débat, l'intention y était. Mais dans les engagements et les priorités, on en est loin. Pourtant, sur l'année écoulée, on a vu les appels du patronat se multiplier pour régler la question de la régularisation, notamment dans les métiers en pénurie"*, commente Sotieta Ngo, directrice du Ciré, qui ne cache pas sa déception. *"On n'est pas naïfs, on sait qu'électoralement, la régularisation n'est pas une priorité. Mais si ce n'est pas dans les programmes des partis, ce sera difficile de donner du crédit à ce combat une fois que les négociations auront commencé."*

Les sans-papiers sont aussi conscients que les partis ne capitaliseront pas sur ce thème – ô combien sensible – pendant la campagne. Paradoxal, estiment-ils toutefois, alors que la défense des droits humains, la décriminalisation des sans-papiers et la lutte contre la fraude fiscale fait partie de leur ADN. *"Maintenir le statu quo reviendrait à légitimer l'exploitation des sans-papiers. S'ils disent lutter contre les inégalités, c'est par-là qu'il faut commencer. En nous laissant comme ça, ils les créent"*, martèle Serge Bagamboula.

10

Ans

La dernière campagne de régularisation a été menée il y a dix ans. Quelque 25 000 personnes ont obtenu des papiers entre 2009 et 2011.